

**OMAR MANSOUR, REPRÉSENTANT DU FRONT POLISARIO
EN FRANCE :**

**«Notre espoir est de voir la France
avoir une politique plus équilibrée»**

Sitôt installé dans sa nouvelle mission, Omar Mansour, le nouveau représentant du Front Polisario en France, a pris son bâton de pèlerin pour expliquer la cause sahraouie dans un pays, la France, dont le président Chirac soutenait, sans réserve, la partie marocaine.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Après son intervention active en février dernier à l'occasion de la semaine anticoloniale organisée en France, le nouveau représentant du Front Polisario a donné mercredi une conférence de presse dans laquelle il a fait le point sur le 4^e round des négociations de Manhasset et évoqué la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés par le Maroc depuis 1975. Comment apprécie-t-il la position du nouveau président français sur le Sahara occidental ? Cette position est-elle différente de celle adoptée par la France à l'époque de Chirac et en quoi ? Bien que très diplomatiquement présentée, les réponses aux deux questions que nous lui avons posées sont sans équivoque : le Polisario espère beaucoup des nouveaux dirigeants français.

«Nous avons été victimes de la politique du gouvernement français précédent qui avait une position nettement favorable au Maroc.» Si pour l'instant Omar Mansour ne s'engage pas à dire que Sarkozy se positionne différemment de son prédécesseur, il suggère néanmoins que la position française a quelque peu évolué et espère que «le président Sarkozy, qui est un homme prag-

matique, ait une politique plus équilibrée sur le Sahara occidental». «Il ne peut en être autrement, et ce, pour deux raisons essentielles. D'abord parce qu'étant membre du Conseil de sécurité, la France, comme les autres grandes puissances qui ont élaboré les résolutions 1754 et 1783 pour une négociation entre les deux parties sans conditions préalables, est chargée de veiller à l'application de ces résolutions pour qu'enfin on parvienne à organiser le référendum d'autodétermination pour permettre au dernier peuple colonisé d'Afrique de décider de son avenir». Par ailleurs, pour Omar Mansour, une politique plus équilibrée de la France est d'autant plus juste que la République arabe sahraouie démocratique et la France poursuivent des objectifs communs, notamment celui de lutte internationale contre le terrorisme en faveur de laquelle, dit-il, «nous sommes prêts à assumer nos responsabilités». «Les projets régionaux, tels que le Maghreb arabe et celui d'une Méditerranée apaisée, passent naturellement dit-il encore, par l'autodétermination pour notre peuple qui peut amener la paix dans la région et y renforcer la démocratie».

Dans son exposé sur les résultats du 4^e round des négociations

directes entre le Maroc et le Front Polisario sur l'avenir du Sahara occidental, qui se sont achevées le 18 mars dernier à Manhasset, près de New York, Omar Mansour, qui a rappelé que le Polisario a pris part à ce 4^e round en application des résolutions 1754 et 1783 du Conseil de sécurité qui «nous appellait à négocier de bonne foi et sans condition préalable pour aboutir à une solution mutuellement acceptable qui respecte le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination». Or, force est de constater que le Maroc n'a rien entendu. Et pourtant, le Polisario a avancé une proposition de compromis qui consiste, dans le référendum projeté, à avancer trois options au choix : annexion, autonomie ou indépendance. Malgré cela et «fidèle à ses pratiques de blocage», le Maroc a dit non et «a posé comme seul préalable à tout progrès dans les discussions, la prise en compte de sa proposition d'autonomie comme seul point à retenir dans la négociation». Le Maroc a donc encore raté l'occasion de résoudre ce conflit et continue à ignorer les recommandations de la communauté internationale. Cela n'a jamais été la position du Polisario et ne le sera jamais. C'est pourquoi il demeure encore disposé à coopérer avec les Nations unies «pour achever la décolonisation du Sahara occidental» et dans ce cadre, le Polisario accepte de participer au 5^e round, tout en espérant que le Maroc «saisira cette main tendue».

Les violations des droits de l'homme dans les territoires du

Sahara occupés par le Maroc ont fait l'objet du deuxième volet de cette conférence de presse. Rappelant que depuis le soulèvement populaire de mai 2005 qui a fait suite au refus par le Maroc d'accepter la tenue d'un référendum d'autodétermination et qui a conduit à des manifestations populaires pacifistes, les autorités marocaines ne cessent de réagir par la répression et une justice expéditive. Et pour illustrer ces répressions, des représentantes d'associations militant pour les droits des Sahraouis sont venues témoigner des injustices et atrocités commises sur les prisonniers et sur le caractère expéditif et sans recours des parodies de jugement qu'organise le pouvoir marocain. Ainsi, tour à tour, Michèle Decaster de l'AFASPA et France Weyl, avocate membre de Droit solidarité ont exposé ce qu'elles ont observé lors de ces parodies de procès où aucun recours n'est permis et où de Sahraouis sont arrêtés jugés et parfois torturés sur simple rapport de la police. Ces intervenantes ont informé qu'une pétition a été récemment lancée pour la libération de Brahim Sebban (militant des droits de l'homme) et de tous les détenus, dont beaucoup sont en grève de la faim et risquent leur vie. La pétition est à l'initiative de l'AFASPA, le Corelso, l'Association des amis de la RASD, Droit solidarité et l'AFAPRESDESA-France.

K. B.-A.

CE MONDE QUI BOUGE

**Le religieux,
le politique et Geert
Wilders**

Par Hassane Zerrouky



A force de voir des gouvernements, pas seulement ceux du monde arabe et islamique, se défausser sur le religieux des problèmes dont le traitement ne peut être que politique, rien d'étonnant à ce que l'on finisse par habiller des faits de société de considérations moralisantes à forte connotation religieuse. A de rares exceptions, à l'échelle internationale, et via des relais médiatiques complices ou complaisants, tout problème surgissant entre Etats ou à l'intérieur des Etats est analysé et expliqué sous l'angle culturel religieux. Ce n'est plus l'économique qui explique le politique dans une relation dialectique ou interdépendante, mais le fait culturel et religieux.

Il en va ainsi dans le monde musulman, où la puissance occidentale via le marché, l'inégalité des termes de l'échange, en un mot la domination néo-libérale capitaliste, est vécue comme une agression à l'endroit de l'islam. La stagnation du monde musulman, voire sa régression, serait due à une perte des valeurs religieuses de ses populations. Ce ne seraient donc pas le sous-développement économique et culturel des peuples arabes et musulmans, la soumission des régimes autoritaires en place aux intérêts occidentaux qui en seraient la cause. Le repli communautaire et religieux qu'alimente une certaine tendance à la victimisation, repli auquel appellent les mouvements islamiques avec la caution et, souvent, avec le soutien des pouvoirs en place, en mal de légitimité et de crédibilité, se veut la réponse à «l'agression occidentale».

Et naturellement, la parade à cette agression est résumée par ce mot d'ordre simpliste porté par l'islam politique selon lequel «l'islam est la solution» à tous les maux que connaissent les sociétés arabes et des autres pays musulmans. Dans ce cadre, tout individu, groupe ou force politique au Maghreb et au Proche-Orient, mettant en avant les valeurs de la démocratie, de l'Etat de droit, des droits de l'homme et de la citoyenneté, qui sont par définition des valeurs universelles comme le sont les sciences et les techniques, sont vite stigmatisés comme étant le cheval de Troie de l'Occident. Chez nous en Algérie, on les qualifie de «Hizb français» même si ce terme est passé de mode.

Pourtant, chacun sait que la mosquée n'est pas le lieu où se résout la question du chômage, de la pauvreté, du mal de vivre des jeunes. Un prêche aussi pertinent soit-il ne peut apaiser les souffrances vécues au quotidien. Ces questions appellent un traitement politique et économique relevant de la responsabilité de l'Etat et des partis.

Appeler les imams à convaincre les éventuels haragas à ne pas se laisser tenter par le diable, à savoir franchir la mer pour se rendre dans l'eldorado européen ne mènera pas loin en l'absence de perspectives socio-économiques claires et admises par tous. Les plus croyants parmi ces jeunes écouteront sans doute les conseils de l'imam. Sans plus.

Car sortis de la mosquée, ils seront vite rattrapés par leur vécu social quotidien. En effet, parmi ces «haragas», il y a des pères de famille ainsi que des soutiens de famille pauvre. De plus, dire qu'ils sont des victimes des «mirages» véhiculés par internet, si tant est qu'ils y ont accès vu le faible degré de pénétration du Web en Algérie compte tenu de son coût, ou par les télé-satellites, ne convainc que ceux qui refusent de voir la réalité socialement dramatique en face. Cela dit, le religieux a encore de beaux jours devant lui.

Le film raciste et provocateur que s'approprié à diffuser sur Internet le député hollandais d'extrême droite, Geert Wilders, va certainement provoquer des manifestations protestataires massives à travers le monde musulman, mais il va surtout être une formidable diversion pour les régimes en place : coller aux passions collectives au lieu de résoudre les problèmes auxquels sont confrontés leurs administrés, sous prétexte de défendre l'islam, ne leur coûtera rien. Le mieux ne serait-il pas d'opposer un silence méprisant à Geert Wilders (et à ceux qui le télé-guident) et de s'attaquer aux vraies causes du retard économique !

H. Z.

**ACCIDENTS DE LA CIRCULATION, KIDNAPPINGS ET CRIME
ORGANISÉ EN HAUSSE À L'EST DU PAYS**

Un mort toutes les huit heures sur les routes !

Avec un mort toutes les huit heures, les routes de l'est du pays sont parmi les plus meurtrières en Algérie, voire dans le monde.

Le rapport des activités des différentes unités dépendant du 5^e commandement régional de la Gendarmerie nationale au terme de l'année précédente, présenté hier par le chef d'état-major de cette division, le colonel Abdelkader Kharroubi en l'occurrence, fait état de près de 8 500 accidents de la route, soit un accident par heure, qui ont fait environ 1 150 morts et plus de 15 000 blessés. Une véritable hécatombe qui fait des accidents de la route l'un des facteurs essentiels de la mort en Algérie. Le nombre des accidents est en nette augmentation et enregistre des taux de plus en plus alarmants. On a une hausse de l'ordre de 17 % en matière de mortalité, soit plus de 162 morts, et de 10 % en matière de blessés, soit environ 1 400 blessés supplémentaires, comparativement à l'année 2006. Néanmoins, l'élément humain est le premier responsable de ces carnages. Il est la cause de 87 % des accidents. Ainsi, les tiers des accidents causés par l'homme est dû à l'excès de vitesse. Une attitude que ni les amendes forfaitaires ni les

retraits de pas moins de 33 300 permis de conduire n'ont pu modérer. Sauf qu'il faut préciser dans ce contexte que pratiquement personne ne paye ces amendes. Seulement, un cinquième (22% des amendes rédigées en 2007 ont été payées) des fautes s'y sont acquittées. Une impunité qui explique aussi la hausse des infractions commises à travers nos routes. En tout état de cause, ce sont, indiquent certains observateurs, les facilités accordées dans l'obtention du permis de conduire, pour ne pas dire la corruption, qui sont derrière la prolifération de chauffards et par voie de conséquence, des infractions au code de la route (près de 350 000 infractions en 2007 à travers les 15 wilayas de l'Est).

Quant à la conduite en état d'ivresse, elle n'est responsable que de 49 des accidents, soit moins d'un centième des cas enregistrés. Un chiffre insignifiant par rapport aux exagérations données concernant ce facteur qui, il est vrai, cause des accidents mais pas conséquemment à un taux d'alcoolémie de 0,15 g/litre comme

arrêté par la législation algérienne. Un taux que même un «non-buveur» peut avoir en mangeant une salade bien vinaigrée au moment où la loi est très répressive en la matière. Toutefois, les accidents dus à l'état de délirement des routes sont en baisse de 17 % comparativement à l'année 2006. Cette année, ce facteur a provoqué 3 % des accidents. Il convient également de signaler que les wilayas de Sétif et de Batna sont les plus touchées par ce phénomène de «terrorisme routier» avec respectivement 1 200 et 900 accidents en 2007.

Le kidnapping surclasse le crime organisé

Si les agressions contre les personnes ont fait augmenter le sentiment d'insécurité parmi les citoyens à l'est du pays, les contrebandiers ont repris de plus belle leurs activités dans cette région. Aussi, le phénomène de kidnapping, qui s'est «incrûsté» et de manière inquiétante dans l'Est algérien, a pris des proportions alarmantes. Pas moins de 57 affaires d'enlèvement ont été traitées courant 2007 par les éléments de la Gendarmerie nationale. La majorité des ces kidnappings, selon les chiffres présentés par le chef d'état-major du 5^e commandement régional de la Gendarmerie nationale, sont motivés par une intention de viol dont les victimes sont des enfants dans la plupart des cas. Les autres cas sont suivis de demande de rançon. Plus grave encore, les gendarmes ont enregistré une histoire de torture parmi ces affaires de kidnapping. Notons également que la valeur des marchandises

saisies par les gendarmes dans le cadre de la lutte contre les réseaux de contrebande à travers les wilayas de l'Est s'élève à hauteur de 340 milliards de centimes. Les contrebandiers «exportent», soulignent le colonel Kharroubi, le carburant et le bétail en premier lieu en plus d'autres produits comme les dattes, les boissons gazeuses et le lait en poudre et font rentrer les pâtes alimentaires, la tomate et confiseries tunisiennes. Si les saisies, qui indiquent une hausse de 21 % dans les activités des contrebandiers par rapport à 2006, sont considérables, elles ne mesurent pas réellement les pertes que subit l'économie algérienne à cause de ces réseaux. Aussi, il est à signaler que les unités des garde-frontières ont pu saisir, au cours du même exercice, 19 pièces archéologiques, 6 kg de corail, 300 kg de phosphate d'ammonium, un fusil de chasse et plus de 4 000 cartouches de chasse. Last but not least, les gendarmes ont constaté que la frange de la société la plus délictueuse est celle des jeunes chômeurs âgés de 19 à 28 ans.

Ils représentent la moitié des personnes arrêtées dans les différentes affaires liées au narcotrafic, aux agressions contre les personnes et les biens d'autrui (10 000 environ). Le colonel Kharroubi, qui a expliqué que la prolifération du crime dans les milieux jeunes est due, entre autres, à la misère sociale, avoue, par ailleurs, que l'un des handicaps les plus contraignants au rétablissement de la sécurité en Algérie est «l'insuffisance des capacités des institutions pénitentiaires».

Lyas Hallas

**Le Club des journalistes
algériens et franco-algériens
de France (CJAF)**

Plus qu'une consœur, une amie, Mériem Yacine, journaliste à la Chaîne III. Tu nous as quittés tout un dernier voyage. Nous garderons de toi l'image d'une grande dame qui a beaucoup marqué la profession.

A ta famille et à tous ceux que tu chérissais, nos condoléances les plus attristées.